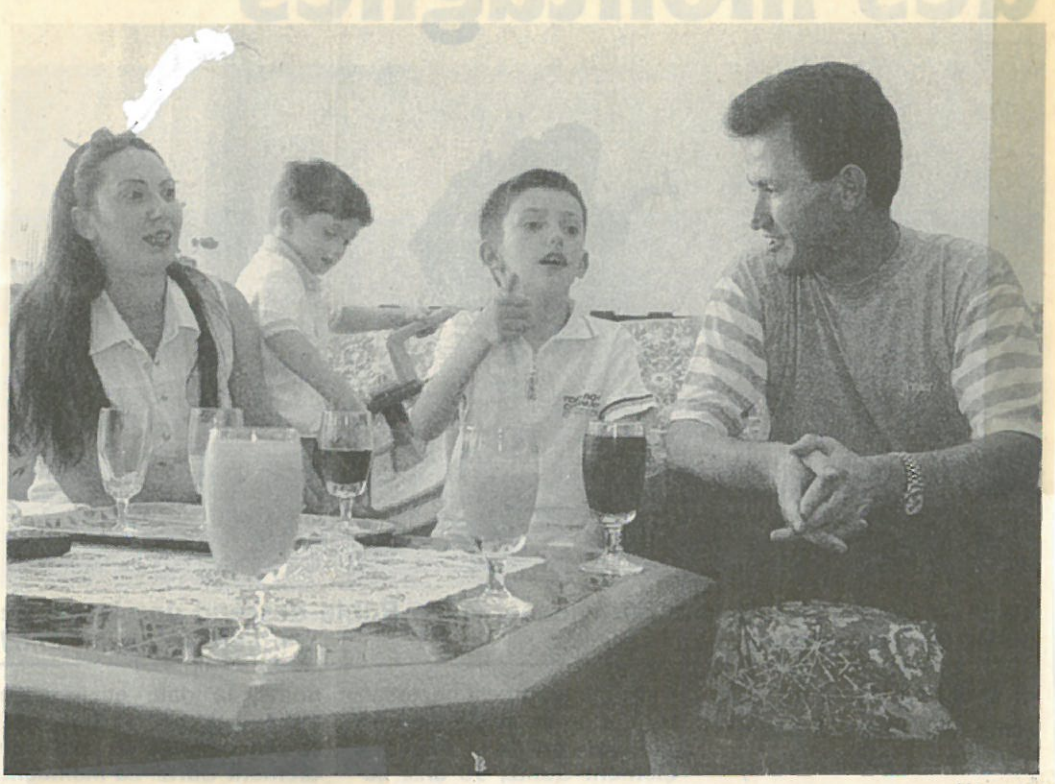
Insertion à la kosovar



La famille Tafaj est arrivée à Strasbourg après de longs mois d'errance.

●●● *Les premières familles de réfugiés kosovars sont arrivées dans l'agglomération strasbourgeoise en mai 1999. Logement, travail, école: un an et demi après, leur intégration se poursuit.*

Dans le salon sommairement meublé, Shkurti-je amène un plateau de goûter gargantuesque. «*Une tradition au Kosovo*», explique-t-elle avec un sourire nostalgique. Mais elle sait qu'elle n'y retournera jamais. En gage d'explication, elle interpelle Enis, son plus jeune fils de 5 ans: «*Allez, on va au Kosovo?*». Interloqué, ne sachant si sa mère dit vrai, il hurle un «*non* » catégorique. Sa mère lance un regard complice: «*Et pourquoi?*». «*Il y a la guerre*», rétorque-t-il. Sa mère poursuit le jeu: «*Plus maintenant*». Le regard d'Enis se fige. Son frère Denis ne souffle plus mot, son père Ajdin le prend dans ses bras. La démonstration est convaincante.

Dernières Nouvelles d'Alsace
5 septembre 2000

INSERTION A LA KOSOVAR (suite)

«Tout va bien ici»

La famille Tafaj est arrivée à Strasbourg, après de longs mois d'errance. Ajdin a trouvé un boulot de balayeur et Shkutije travaille comme femme de ménage. Là-bas, ils étaient vendeurs et possédaient une grande maison avec jardin. Mais le couple répète à l'envi que tout va bien, plein de reconnaissance pour ce pays qui l'a accueilli. Tous deux ont suivi des cours de français, gagnent de l'argent, ont un appartement, les enfants vont à l'école, ils se sont fait des amis, les voisins sont «très gentils». Non vraiment, tout va bien ici.

Indépendante, la famille Tafaj n'est pas forcément représentative des autres réfugiés kosovars. «*Ils ont eu la chance de loger dès leur arrivée dans une famille d'accueil, et non en foyer. Cette famille s'est beaucoup occupé d'eux si bien qu'ils n'ont jamais vraiment été perdus*», raconte Lilianne Kuhn de l'association Gala.

«L'Etat s'est donné les moyens»

Hélène Rihn, chargée du suivi des familles au CCAS, est la première surprise par les résultats positifs de l'insertion. A ce jour, ils ont tous un logement et plus de la moitié ont trouvé un emploi ou une formation rémunérée. «*Certes il existe une conjoncture économique favorable et une volonté profonde des Kosovars de s'intégrer au pays. Mais l'État y a surtout mis les moyens. Si on employait un travailleur social pour quinze demandeurs d'asile, comme c'est le cas pour les Kosovars, on aurait certainement beaucoup plus de résultats*», assure-t-elle d'un ton entendu.

Un statut privilégié

Depuis les années soixante-dix et l'arrivée des boat people, jamais l'État n'avait pris de mesures aussi exceptionnelles en matière de demandeurs d'asile. Peu de temps après leur arrivée, les réfugiés kosovars ont obtenu une carte de séjour temporaire, renouvelable tous les six mois. Mais ils ont surtout eu le droit de travailler. Un statut spécial, que d'aucuns ne manquent pas de qualifier de privilégié. Au centre administratif de Strasbourg, c'est devenu une blague des demandeurs d'asile qui se présentent à l'accueil sous l'identité de réfugiés kosovars.

«*Les autres demandeurs ont du mal à comprendre pourquoi eux aussi n'auraient pas le droit de travailler. L'État s'est donné les moyens mais s'est-il donné le temps de la réflexion?*», hasarde-t-on à l'association Caritas. «*L'Etat a surtout fait beaucoup de bruit!*», argue-t-on au collectif d'accueil CASAS.

On estime à une dizaine les familles qui ont fait une demande de statut de réfugié. A quatre le nombre de réponses positives. Hypocrisie étatique qui a assuré l'insertion et refuse aujourd'hui la carte de résidant pour dix ans? «*Dans un cas de refus, un avis de la commission de recours a indiqué que les réfugiés n'ont pas de raison de demander l'asile parce que la KFOR assure dans le pays la sécurité des populations*, explique M. Hertel, de la préfecture. *Il était entendu dès le début que les Kosovars n'étaient accueillis que le temps que la situation dans leur pays se rétablisse et permette leur retour*».

Agathe Lanté

L'association Gala et le CCAS (centre communal d'action sociale) ont été missionnées par l'État en septembre dernier pour assurer l'insertion par le logement des 110 réfugiés Kosovars arrivés dans l'agglomération strasbourgeoise, 20 ayant choisi de retourner dans leur pays. La mission: loger les familles, régulariser leur situation administrative, élaborer un budget, scolariser les enfants et favoriser l'insertion par l'apprentissage de la langue et l'emploi. Le tout en six mois. Mais en définitive, le suivi des familles s'est étalé sur un an.

Dernières Nouvelles d'Alsace
5 septembre 2000